

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 16 décembre 2022.

Même pas peur !

Nouvelle alerte au cobra, la deuxième en moins de 2 mois. Alerte cyclonique.

Un doute et un bon prétexte.

Plus le temps passe, plus on cherche à comprendre, plus on prend conscience de l'étendue de la folie des hommes, disons 99,99% de la population, surtout dans les pays les plus riches comme la France, ceux réputés parmi les plus instruits ou éduqués qui se croient épargnés, et qui en réalité sont un modèle d'hypocrisie, d'arrogance, de lâcheté et d'ignorance.

Ils le savent si bien, qu'ils reportent sur les masses leur propre inconsistance et inconscience. Ce sont généralement des nantis ou des retraités qui vivent confortablement. Ils ne sont pas forcément issus des classes moyennes, ils en partagent les privilèges.

Ce qu'on peut observer, c'est qu'ils existent des millions et millions qui bénéficient de conditions favorables qui leur permettraient d'accéder à un niveau de conscience supérieur, et ils n'en profitent pas pour prendre en mains leur destin, s'organiser et engager le combat pour en finir avec le régime en place, procéder à une transformation révolutionnaire de la société, passer au socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Un jour ou l'autre, ils seront broyés, à moins que ce soient leurs enfants ou petits-enfants, ce qui n'a pas l'air de les préoccuper plus que cela. S'ils observaient ce que vivent actuellement leurs semblables en Ukraine ou dans tous les pays qui ont été un jour en proie à une féroce dictature depuis 75 ans sur tous les continents, cela pourrait les faire réfléchir et les inciter à modifier le regard complaisant ou aberrant qu'ils portent sur la société et le monde, avant qu'il ne soit trop tard. C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

Pour adopter un tel comportement irresponsable ou d'esclave, car c'est bien de cela dont il s'agit, il faut avoir abdiqué ou renié ses aspirations de jeunesse légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste, libérée de toute forme d'exploitation et d'oppression, il faut avoir perdu tout espoir, renoncé à tout idéal. Je me demande comment on peut vivre au quotidien en ne pouvant plus se prévaloir de valeurs humanistes, car on ne peut pas se mentir indéfiniment, quel cauchemar !

C'est bien triste, et le plus triste, c'est qu'ils condamnent l'humanité toute entière à partager cet épouvantable destin, le leur en pire très souvent, alors que la vie pourrait être si belle et agréable sur cette planète si riche et généreuse, quel gâchis par pur individualisme et manque de volonté !

J'avoue ne pas comprendre pourquoi cela ne leur saute-t-il pas aux yeux, alors que j'en ai conscience, ce serait presque à regretter d'avoir évolué au cours de ma vie puisque cela ne sert à

rien, hormis peut-être mon entourage direct qui en profite, pour un peu cela donnerait raison aux imbéciles heureux qui ne se soucient pas de toutes ces considérations.

Dans deux semaines nous serons au bout d'une nouvelle échéance, et je me demande une fois de plus, si je ne devrais pas saisir cette occasion pour cesser ces causeries et profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre auprès des personnes qui me témoignent de la bienveillance et de la tendresse, personnes que j'ai tendance à négliger, ce qui au demeurant est fort injuste.

Indécrottables les Français ? Une mauvaise nouvelle "ne vient jamais seule".

L'audience de France-Maroc sur TF1 fait mieux que la finale de 2018 - Le HuffPost 15 décembre 2022

Une bonne nouvelle ne vient jamais seule. La victoire des Bleus contre le Maroc en demi-finale de la Coupe du monde 2022 a réuni, ce mercredi 14 décembre, 20,69 millions de téléspectateurs sur TF1. Une performance qui permet à la chaîne d'enregistrer un nouveau record d'audience, selon des données de Médiamétrie publiées ce jeudi 15 décembre.

Il s'agit même d'un record d'audience pour une Coupe du Monde depuis 2006, a précisé à l'AFP le groupe TF1 qui a comptabilisé, au cours de la soirée, un pic d'audience à 23,3 millions de téléspectateurs.

Comme le souligne Puremédiatv, c'est aussi la meilleure audience de l'année en France, toutes chaînes de télévision confondues. Le HuffPost 15 décembre 2022

Infos sur la situation au Pérou. A bas le coup d'Etat fomenté depuis Davos !

Twitter - Plusieurs Palais de Justice et bâtiments d'État incendiés au Pérou alors que les manifestations contre la nouvelle présidente se poursuivent suite à la destitution et l'arrestation de Pedro Castillo. Des barrages routiers sont érigés. Au moins 7 manifestants ont été tués
- Les manifestants attaquent la Cour supérieure de Justice à Huancavelica au Pérou. Les manifestations contre la nouvelle Présidente dégénèrent dans plusieurs villes du pays.

Pérou : l'ex-président Castillo restera détenu pendant 18 mois - AFP/LePoint.fr 16 décembre 2022

Le président péruvien déchu Pedro Castillo a été maintenu jeudi 15 décembre en détention provisoire pour 18 mois par la Cour suprême du Pérou, alors que des milliers de ses partisans continuent à manifester à travers le pays pour réclamer sa libération. « *On le sentait venir (...) Nous ne sommes pas allés à l'audience, car nous refusons de prendre part à cette mascarade* », a dénoncé l'avocat de Pedro Castillo, Ronald Atencio, en annonçant qu'il allait faire appel.

Dans les rues, la mobilisation des partisans de Pedro Castillo ne faiblit pas malgré l'état d'urgence décrété mercredi pour 30 jours dans tout le Pérou. Cette mesure permet à l'armée de participer aux opérations de maintien de l'ordre. Au moins dix personnes ont été tuées pendant des manifestations, dont deux jeudi lors d'un affrontement à l'aéroport d'Ayacucho (sud), selon le Défenseur du peuple

(ombudsman) qui a également dénombré 340 blessés. La police a précisé que presque la moitié de ces blessés provenaient de ses rangs.

« *Nous exigeons des forces armées l'arrêt immédiat de l'usage d'armes à feu et de bombes lacrymogènes lancées par hélicoptère* », a déclaré le bureau du Défenseur du peuple dans un communiqué. Les manifestations les plus virulentes ont eu lieu dans le sud du pays, où cinq aéroports restent fermés (Andahuaylas, Arequipa, Puno, Cuzco et Ayacucho). Plus d'une centaine de routes sont bloquées par des protestataires à travers le pays, et le train vers le célèbre site du Machu Picchu a cessé de fonctionner, laissant en rade plusieurs centaines de touristes.

« *Nous devons nous battre. Le président est Pedro Castillo* », a dit à l'Agence France Presse Milagros Quispe Diaz qui se dirigeait vers les abords du Parlement où se tiennent des rassemblements quotidiens depuis la destitution de Pedro Castillo par les députés. De nombreux policiers et membres des forces armées étaient visibles jeudi soir dans le centre de Lima. « *Il faut une réponse énergique, autoritaire" face aux violences, avait lancé le ministre de la Défense Alberto Otarola, soulignant que l'état d'urgence comprenait « la suspension de la liberté de circuler et de réunion » avec « possibilité de couvre-feu ».*

Devant la caserne de police où est détenu Pedro Castillo, à Até (est de Lima), nombre de ses soutiens campent et réclament sa libération. Sa nièce, Vilma Vasquez, 42 ans, a dénoncé devant la presse l'absence de « justice ». « *Dès le premier jour de sa prise de fonction et encore plus pendant la campagne, nous étions déjà des terroristes. Le jour où le président Castillo a pris ses fonctions, ils ne l'ont pas laissé gouverner, nous étions des voleurs, nous étions corrompus. Il n'y a pas de justice* », a-t-elle dit. AFP/LePoint.fr 16 décembre 2022

Quelles sont les demandes des manifestants au Pérou pour arrêter les manifestations ?

Damas, 15 déc. (SANA)

Les manifestations massives au Pérou, qui aggravent la crise politique et institutionnelle que traverse le pays depuis des années, sont dans les rues depuis une semaine avec une série de revendications qui visent à réformer les racines de l'État.

La vague de manifestations qui s'est propagée dans les différentes régions péruviennes, notamment dans le soi-disant "*Pérou profond*", a atteint son paroxysme mercredi dernier lorsque le Congrès a décidé de destituer le président Pedro Castillo pour "*incapacité morale*".

Le parlement a exécuté la mesure après que Castillo a annoncé la dissolution du Congrès, la mise en place d'un "*gouvernement d'urgence exceptionnel*", l'appel à un processus constituant, la réorganisation du système judiciaire, entre autres mesures conjoncturelles, telles que gouverner avec des "*décrets de loi*".

Après la vacance contre le chef de l'État et la nomination de la vice-présidente de l'époque, Dina Boluarte, comme nouveau président, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exiger le respect de la volonté populaire qui a donné la victoire à Castillo aux élections présidentielles.

Depuis, les manifestants ont exprimé quatre revendications transversales pour revenir à la normalité. Quelles sont les exigences?

1.- Libération et retour de Castillo à la Présidence

Depuis le début des manifestations, les manifestants ont souligné que pour eux le seul "*président constitutionnel*" est Pedro Castillo, car il a été élu par la majorité du pays lors d'élections démocratiques. C'est la principale raison pour laquelle ils considèrent qu'il devrait revenir au pouvoir et assumer des responsabilités devant l'exécutif.

De la même manière, ils considèrent que Castillo est un "*prisonnier politique*" qui a été détenu et privé de liberté par des organes judiciaires, de manière inconstitutionnelle et en violation des droits démocratiques des citoyens.

C'est un point important dans les revendications des partisans de Castillo, qui ont prévenu qu'ils resteraient dans la rue pour faire valoir leurs droits et qu'ils pourraient même se radicaliser avec une grève nationale illimitée, si leurs demandes n'étaient pas satisfaites.

2.- Départ de Dina Boluarte

Les manifestants exigent également que Dina Boluarte, nommée par le parlement à la présidence de la République, quitte l'exécutif, car c'est "*un gouvernement usurpateur*", qui de l'avis des mécontents ne représente pas le mandat populaire et fait partie d'un "*coup d'Etat institutionnel*". » et "*judiciaire*" qui couvrait contre Castillo, depuis qu'il a pris la tête de l'Etat en 2021.

Pour les partisans de Castillo, Boluarte est un "*traître*" et une "*marionnette*" qui, selon eux, s'est prêté à la "*persécution politique*" menée contre son chef par la "*droite péruvienne*" et "*l'oligarchie enracinée au Congrès, le parquet Bureau et le système judiciaire* ».

De plus, ils se souviennent que Boluarte a déclaré qu'il démissionnerait si Castillo était libéré, un problème qui ne s'est pas produit. Une fois l'enseignante rurale libérée, elle est allée au Congrès en tant que vice-présidente pour être investie en tant que présidente.

Après sa nomination, Boluarte a annoncé qu'il dirigerait le pays jusqu'en 2026. Cependant, face à la pression sociale et politique, il change de position et insiste actuellement sur le fait que son gouvernement sera un gouvernement de "*transition*" et qu'il cherchera à faire avancer les élections.

3.- Dissoudre le Congrès

La dissolution du Congrès, comme Castillo l'a annoncé avant d'être démis de ses fonctions, est une autre des revendications défendues par les manifestants, car ils considèrent que la situation à laquelle le pays est actuellement confronté relève de la responsabilité du parlement, qui s'est consacré à "*boycotter*", restreindre et contrôler l'exécutif.

Dans leurs revendications, ils soulignent que les membres du Congrès ont outrepassé leurs pouvoirs pour influencer les décisions que le gouvernement devrait prendre en toute indépendance. De plus, ils estiment que le Congrès est devenu une sorte de « *secte* » ou de « *mafia* » qui répond aux intérêts de « *l'oligarchie* », qui viole la volonté populaire et les libertés démocratiques.

En ce sens, ils rappellent que le Congrès a été pendant des années l'épicentre des conflits politiques au Pérou et du climat d'ingouvernabilité, après avoir laissé vacant et forcé la démission des présidents Pedro Pablo Kuczynski, Martín Vizcarra et Castillo.

4.- Convoquer une Assemblée Constituante

Lorsque Castillo a annoncé qu'il dissolvait le Congrès péruvien, il est également revenu sur un point crucial de sa campagne présidentielle, à savoir convoquer un processus constituant qui permette de réformer l'État et la Constitution en vigueur depuis 1993.

Ainsi, les manifestants ont pris cette revendication comme un point transversal qui doit se traduire par la convocation de l'Assemblée constituante, qui permet aux Péruviens de changer l'actuel affrontement des pouvoirs entre le Législatif et l'Exécutif, qui peuvent se dissoudre, si certains les demandes sont satisfaites, ce qui contribue à la crise de gouvernance.

Mais en plus, les mécontents estiment que la réforme constituante que Castillo défend devrait viser le renouvellement total du parlement, qui a de faibles niveaux de popularité, ainsi qu'une restructuration de la justice, qui a ajouté à la confrontation et accentué la politique crise.

Source : RT

Pérou: l'ex-président Castillo reste en prison, les manifestations continuent - AFP/Paris Match 14 décembre 2022

Un tribunal a déclaré "*infondé le recours en appel introduit par la défense*" du président destitué, arrêté le 7 décembre, a indiqué le juge César San Martín en lisant sa décision lors d'une audience télévisée mardi.

Il estime notamment que l'échec de la tentative du coup de force de M. Castillo n'excuse pas son crime, soulignant qu'en voulant "*instaurer un gouvernement d'exception, l'ex-chef de l'Etat voulait altérer l'ordre constitutionnel*".

Le parquet a demandé dans la foulée, dans la nuit de mardi à mercredi, une demande de détention préventive de 18 mois et une audience été fixée à 09H00 locale (14H00 GMT) pour décider d'une éventuelle remise en liberté. Selon des experts judiciaires, il est probable que l'ancien président reste en prison.

Pendant l'audience, M. Castillo s'est montré combatif, saisissant l'occasion pour lancer: "*Je ne renoncerai jamais et n'abandonnerai pas cette cause qui m'a amené ici. J'exhorte les forces armées et la police nationale à déposer les armes et à cesser de tuer ce peuple qui a soif de justice*".

"*Je suis détenu de manière injuste et arbitraire, je ne suis ni un voleur, ni un violeur, ni un corrompu ou un voyou*", s'est-il aussi défendu.

Les manifestations exigeant la libération de M. Castillo, la démission de la nouvelle présidente Dina Boluarte - ex-vice-présidente de M. Castillo et issue du même parti radical de gauche que lui - et la dissolution du Parlement, se poursuivaient mardi avec de nombreuses routes bloquées dans 13 des 24 régions, selon la police.

"Les manifestations se sont intensifiées depuis le 7 décembre. Au début, il s'agissait d'une petite mobilisation (...) mais les jours suivants, elle est devenue plus importante (...) et plus violente", a estimé la médiatrice de la République Eliana Revollar à l'AFP.

"C'est une convulsion sociale très sérieuse, nous craignons que cela ne débouche sur un soulèvement parce qu'il y a des gens qui appellent à l'insurrection, qui demandent à prendre les armes", s'est-elle inquiétée.

Elle a confirmé le bilan de 7 morts, ajoutant que plus de 200 personnes avaient été blessées.

Lundi, le nouveau gouvernement avait déclaré l'état d'urgence pour 60 jours dans sept provinces de la région d'Abancay (Sud) et révoqué tous les préfets nommés par le gouvernement de M. Castillo.

Mardi soir, après une réunion de crise, le ministre de la Défense Alberto Otarola a annoncé que l'état d'urgence avait été déclaré dans deux autres régions dans le sud, Arequipa (qui comprend la deuxième ville du pays) et Ica. Un cadre qui permet notamment à l'armée d'intervenir en même temps que la police.

La partie sud du pays, avec la région touristique de Cuzco et la deuxième ville plus grande ville Arequipa, et celle au nord sont les zones les plus touchées par les manifestations.

Le train reliant Cuzco et la citadelle inca du Machu Picchu, le joyau touristique du Pérou, a été suspendu mardi et mercredi en raison de la situation, a annoncé l'opérateur.

"Nous demandons la dissolution du Congrès et la démission immédiate Madame Dina Boluarte", a affirmé à l'AFP Hugo Maquera, un responsable local qui participait au blocage du pont international de Puno à la frontière avec la Bolivie. AFP/Paris Match 14 décembre 2022

En complément.

Twitter -- Affrontements hier soir devant le Parlement au Monténégro suite à l'adoption d'une loi controversée limitant les pouvoirs présidentiels sur fond de crise politique entre les camps pro-occidental, pro-serbe et pro-russe

Mystification climatique. La fabrique du consentement s'enraille.

Les "causes naturelles" à l'origine du changement climatique pour 40% de la population mondiale, selon une enquête Ipsos - FranceSoir 14 décembre 2022

Selon une enquête mondiale de l'entreprise de sondages française Ipsos, couvrant deux tiers de la population mondiale, environ 4 sur 10 personnes pensent que le changement climatique est dû à des causes naturelles. Selon cette étude, le "*climatoscepticisme*" n'a pas cessé de croître ces dernières années, notamment en France, et le pouvoir d'achat semble devenir la principale priorité de la population interrogée qui, face à une forte inflation, relèguent leurs préoccupations environnementales au second plan, ou plutôt, pour reprendre le classement de l'étude, au quatrième plan.

Cette enquête, publiée pour la quatrième année consécutive pour le compte d'EDF, a été menée dans 30 pays sur les cinq continents, de quoi couvrir les deux tiers de la population mondiale et surtout, des pays grands émetteurs de CO2. Elle révèle, en premier lieu, que la crise économique et la forte inflation qui secoue l'économie mondiale, a pris le dessus parmi les préoccupations de la population mondiale.

L'environnement, une priorité pour les classes supérieures

62% de la population interrogée (10 points de plus par rapport à 2022) est surtout préoccupée par la hausse du coût de la vie, par la pauvreté et les inégalités (46%) et par les problèmes de santé (42%).

Le taux de préoccupation ne varie pas uniquement selon les critères géographiques. Cette étude révèle également que la question climatique figure parmi "*les principales préoccupations des classes sociales supérieures*" : l'environnement est à la seconde place (44 %) chez les ménages les plus aisés, qui s'inquiètent le plus à propos de la hausse du coût de la vie. Chez les ménages les plus modestes financièrement, l'environnement n'est que la sixième préoccupation (36 %). Cette classe se préoccupe surtout "*de la pauvreté et des inégalités (49%), du chômage (44%), du système de santé (41%) mais aussi de la corruption*", lit-on.

Le "*climato-scepticisme n'a cessé de croître ces 3 dernières années (37%, +6 pts en 3 ans)*". Le phénomène est particulièrement marqué en France cette année (37%, +8 pts en un an). Pourtant, l'inquiétude pour l'environnement est "*particulièrement forte dans ce pays*", explique l'étude.

Celle-ci souligne toutefois que les "*climatosceptiques*" ne nient pas le changement climatique, mais défendent l'idée selon laquelle "*c'est principalement dû aux types de phénomènes naturels que la Terre a connus tout au long de son histoire*". De moins en moins de Français considèrent que le réchauffement climatique est dû à l'activité humaine (63% contre 69% en 2019).

J-C – Que les Français soient parmi les plus corrompus idéologiquement ou réactionnaires n'a rien de surprenant, c'est dû en grande partie au consensus ou à l'union nationale qui existe entre la droite à l'extrême gauche avec les mystificateurs de Davos. Il faut insister sur le fait, que ce consensus présente un caractère permanent, organique, y compris sur l'escroquerie virale...

Mon commentaire posté à la suite d'un article publié par le blog Réseau International *Un milliard de morts : La mort suivant l'injection.*

- Comment peut-on s'abaisser à publier un tel ramassis de conneries ?

Comment peut-on accorder le moindre crédit à ce type d'articles, quel délire ! Pire, les commenter ne vaut guère mieux. C'est pathétique et révélateur du degré de dégénérescence que peuvent atteindre des gens qui se croient plus intelligents que la moyenne, et qui témoignent en réalité de graves perturbations mentales, de l'état misérable de leur esprit plutôt dérangé que critique.

Domage, pour moi c'est l'article de trop. Vous avez fini de vous discréditer en publiant un tel article. Je retire immédiatement le lien qui figurait dans mon portail vers votre blog. Je ne me connecterai plus non plus à ce blog et j'en informe mes lecteurs. Je préfère encore me passer des articles qui auraient pu m'intéresser, je trouverai ces derniers ailleurs.

Je rajoute un mot.

En fait, j'ai décidé de procéder autrement.

Je continuerai de visiter ce blog et de mettre des liens vers des articles intéressants quand ils s'en présentent, mais avant systématiquement je chercherai si ces articles ne figuraient pas dans des blogs plus fréquentables. Quand je ne reproduirai que de brefs passages, je n'en ferai pas figurer l'origine pour ne pas leur faire de publicité.

Mon portail est un portail dédié à l'information et au combat politique, personne ne peut l'ignorer en regardant la page d'accueil. C'est fait exprès évidemment, j'annonce la couleur, je n'avance pas masqué. Maintenant, c'est parfois difficile de concilier les deux activités sans être accusé injustement de compromission, j'en ai bien conscience. Depuis le temps, en lisant les causeries, il n'y a absolument aucune ambiguïté possible sur mon orientation politique.

Bref, c'est un casse-tête de s'informer sans passer par des supports de merde ! Tenez, hier je reçois le bulletin mensuel de l'Association des climato-réalistes, dedans il y avait un tas de liens, je clique dessus un par un, et sur quoi je tombe, des blogs d'extrême droite ! Ça fait vraiment chier à la fin !

Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de gauche ou d'extrême gauche dans ce pays, elles ont viré à droite, alors quitte à s'encanailler avec la droite pour publier un article ou vidéo, autant s'adresser à l'original et non à sa copie.

Pourquoi choisissent-ils de préférence des blogs d'extrême droite plutôt que de droite pour publier leurs articles ou vidéos ? Parce que la droite ou LR est compromise avec Renaissance ou soutient Macron. Dans le blog Réseau International ils y sont tous, souverainistes, libertariens et extrême droite déclarée.

Twitter en accès libre.

- «*Police partout, justice nulle part !*». Un CRS qui n'était pas habilité à utiliser une grenade de désencerclement et qui n'avait pas reçu l'ordre de s'en servir a été acquitté aux assises. En 2016, il avait éborgné un syndicaliste hospitalier.

- "*Il y avait une grosse proximité avec Emmanuel Macron, ça faisait une sacrée communauté chez McKinsey*", confie un ancien salarié. "*On vendait des fortunes des trucs effarants de nullité*", ajoute un ancien consultant du cabinet de conseil... (Mediapart)

- Affaire Bismuth : le ministre public estime qu'un pacte de corruption a bien été conclu entre Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog et Gilbert Azibert, ancien haut magistrat. Le parquet général a requis des peines de 3 ans de prison avec sursis à l'encontre des 3 prévenus.

- Le président de la Fédération française de rugby Bernard Laporte est condamné à 2 ans de prison avec sursis pour corruption au bénéfice du groupe Altrad. Le président du club de rugby de Montpellier, Mohed Altrad, est condamné à 18 mois de prison avec sursis. (Le Monde)

Les rats en famille.

François Ruffin aurait aimé que Quatennens prenne « une année sabbatique » - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Adrien Quatennens condamné: Raphaëlle Rémy-Leleu "continue de demander la démission" du député - BFMTV 15 décembre 2022

La conseillère EELV de Paris, invité de BFMTV ce mercredi soir, a réagi à l'interview du député LFI condamné pour violences conjugales. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Retour d'Adrien Quatennens en janvier à l'Assemblée : Fabien Roussel demande sa démission - BFMTV 15 décembre 2022

J-C – Avec Renaissance, le PS, EELV, le PCF, vous avez les pires ordures qui soient, et Ruffin s'y associe, Autain également, LFI en chœur... Vous me direz que c'est normal, puisqu'au bout de 10 49.3 ils ne démissionnent toujours pas, après l'envoi de canons au régime néonazi de Kiev pour bombarder la population civile du Donbass, il n'y a absolument rien à en attendre, sinon le pire.

Vive la guerre !

L'Union européenne s'accorde sur de nouvelles sanctions contre la Russie et une aide à l'Ukraine - RFI 15 décembre 2022

Le Japon s'apprête à réviser sa doctrine de défense face à la Chine - AFP 15 décembre 2022

Le gouvernement japonais doit approuver vendredi une révision radicale de sa doctrine de défense pour tenter notamment de contrecarrer la puissance militaire chinoise, perçue comme un défi à la sécurité de l'archipel. AFP 15 décembre 2022

Danemark : un jour férié supprimé pour augmenter le budget de la défense - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le nouveau gouvernement danois entend accélérer les investissements dans la défense après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, rapporte la « BBC ». AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

France, Union européenne : Toutes les institutions rongées par la corruption.

J-C - En famille ils soutiennent le terrorisme, normal.

Lobbying au sein de l'UE : « Quand allez-vous inscrire les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes ? », demande Nathalie Goulet - Publicsenat.fr 14 décembre 2022

Lors des questions d'actualité au gouvernement du Sénat, la sénatrice centriste Nathalie Goulet s'est inquiétée des sources de financement de certaines associations. Dans son viseur, les Frères musulmans qu'elle souhaiterait voir inscrits sur la liste des organisations terroristes. « *Ce n'est pas possible* », lui a répondu la ministre des Affaires étrangères. « *Car cette organisation ne répond à aucun des critères fixés par les règles européennes* ».

En réplique, Nathalie Goulet a rappelé que l'Autriche avait inscrit les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes. « *Vous savez très bien que les millions d'euros qui circulent sont véhiculés par le Qatar qui protège les Frères musulmans. Ils gangrènent notre République, nourrissent des think tanks, espionnent nos boîtes. Il faut en finir avec cette naïveté* », a-t-elle conclu. Publicsenat.fr 14 décembre 2022

Macron en est un produit et l'alimente. Ça doit rapporter...

Macron vante le Qatar - Le HuffPost 15 décembre 2022

« *Il faut reconnaître que le Qatar l'organise très bien cette Coupe du monde* », a déclaré le président de la République...

«Qatargate»: un réseau principalement italien, exploité par le Qatar et le renseignement marocain - RFI 15 décembre 2022

Un repentis parmi les personnes arrêtées à Bruxelles dans l'affaire des pots-de-vin au Parlement européen. Devant le juge, l'Italien Francesco Giorgi a longuement décrit l'organisation dont il était un pivot : un réseau de corruption principalement italien, exploité par le gouvernement du Qatar et le service des renseignements extérieurs du Maroc. Dans ses déclarations, Francesco Giorgi proclame l'innocence de la vice-présidente grecque du Parlement européen, sa compagne Eva Kaili.

Selon le parquet de Bruxelles, chaque geste visait à mener une « *activité d'ingérence* » au siège de l'UE et aux postes clés des institutions européennes, en particulier au Parlement. Le Qatar n'avait pas les mêmes objectifs que le Maroc : il s'intéressait principalement à l'image du pays en matière de droits civils.

Le parquet fédéral de Belgique n'infirme pas ces nouvelles révélations... RFI 15 décembre 2022

Qatargate : les députés demandent à suspendre l'accès du Qatar au Parlement - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Les eurodéputés, qui se disent consternés par ce scandale, ont voté la suspension des titres d'accès qatariens au Parlement européen. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Cadeau à leurs parrains. La "justice fiscale" : Un "impôt minimum" pour les milliardaires !

L'UE adopte l'impôt minimum de 15% sur les multinationales - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Les dirigeants des 27 pays membres de l'UE ont annoncé jeudi 15 décembre avoir approuvé la transposition en droit européen de l'impôt minimum de 15 % sur les bénéficiaires des multinationales, après la levée des blocages hongrois et polonais. L'entrée en vigueur de la mesure en Europe est prévue au 31 décembre 2023. L'unanimité des Vingt-Sept était nécessaire pour valider le projet de directive préparé par la Commission qui met en oeuvre l'accord historique pour plus de justice fiscale, approuvé l'an dernier par près de 140 pays sous l'égide de l'OCDE.

Le président français Emmanuel Macron, à la pointe sur ce dossier depuis plusieurs années, a salué « *une avancée majeure pour toutes celles et ceux qui tiennent comme nous nous y tenons à la justice fiscale* ». AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Quand Twitter favorisait la diffusion de la propagande pédophile.

Twitter dissout son «conseil de confiance et de sécurité», jugé inefficace sur la pédopornographie - RT 14 décembre 2022

Twitter a dissout le 12 décembre son «conseil de confiance et de sécurité», quelques jours après qu'Elon Musk a critiqué le groupe pour son manque d'action visant à supprimer de la plateforme des contenus relatifs aux abus sexuels sur mineurs.

«*Alors que Twitter entre dans une nouvelle phase, nous réévaluons la meilleure façon d'intégrer des points de vue externes dans le développement de nos produits et de notre politique. Dans le cadre de ce processus, nous avons décidé que le conseil de confiance et de sécurité n'était pas la meilleure structure pour ce faire*», peut-on lire dans un courriel adressé aux membres du conseil.

C'est un crime qu'ils aient refusé de prendre des mesures contre l'exploitation des enfants pendant des années

Composé d'une centaine de parties prenantes – dont des organisations indépendantes de défense des droits civils, des droits de l'homme et d'autres organisations – le conseil a été informé de sa dissolution peu de temps avant qu'il ne se réunisse dans la soirée du 12 décembre, selon Associated Press. Il avait été créé en 2016 notamment pour traiter sur la plateforme des problèmes tels que les «discours haineux», l'exploitation des enfants, le suicide, l'automutilation.

Le 8 décembre, trois de ses membres avaient annoncé leur démission, en signe de protestation contre la nouvelle politique de modération du réseau social, qui ne lutte selon eux pas assez contre les discours dits haineux. Une sortie à laquelle Elon Musk avait répondu par un tweet au vitriol le 10 décembre, expliquant que c'était «*un crime qu'ils aient refusé de prendre des mesures contre l'exploitation des enfants pendant des années*».

Expliquant que «*presque personne ne travaillait sur la sécurité des enfants*», Elon Musk a fait savoir qu'il faisait de la lutte contre l'exploitation d'image pédopornographique sur le réseau social sa «*priorité absolue*». Le 10 décembre, Twitter Safety avait annoncé qu'en novembre, l'entreprise avait augmenté de 57% la suspension de comptes de «*mauvais acteurs*» contenant du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants par rapport à l'année précédente, soit nettement plus que pour tout autre mois depuis début 2022.

«*Nous avons amélioré nos méthodes de détection et d'application et étendu nos partenariats avec des organisations qui contribuent à prévenir le trafic de contenu pédopornographique*», a fait savoir la société. RT 14 décembre 2022

Politique. France.

Hold-up sur l'illusion démocratique. Un régime fascisant ? Un gang mafieux gouverne la France.

Budget 2023 : Élisabeth Borne déclenche un dixième 49.3 - LePoint.fr 15 décembre 2022

La Première ministre a une nouvelle fois engagé la responsabilité du gouvernement ce jeudi pour faire adopter un texte budgétaire. LePoint.fr 15 décembre 2022

J-C – Vous croyez qu'il y aurait un groupe parlementaire qui démissionnerait en bloc, vous n'y pensez pas, ils sont tous complices de la dictature. En réalité, cela les arrange bien dans tous les sens du terme, eux qui se plaignaient de surmenage, et ils pourront se défausser sur le gouvernement.

Déni. Le calcul du taux d'inflation est une escroquerie, elle est au moins du double.

J-C- Mon épouse, qui séjourne en Inde en ce moment, m'a dit qu'il y a 2 ans sa facture mensuelle d'électricité se montait à environ 20 euros et en septembre 2023 elle a atteint 98 euros, pour un T1, elle a ajouté que tous les prix s'étaient envolés depuis janvier 2020, les bienfaits du lancement du « *Great Reset* ».

L'inflation s'est stabilisée à 6,2 % sur un an en novembre - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le smic va augmenter de 1,8 % au 1er janvier - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

Le smic va ainsi passer à 1 709 euros brut mensuel et 11,27 euros à l'heure. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2022

En complément.

EDF : entre crise et nostalgie de l'âge d'or - COMMENTAIRE, N° 180, HIVER 2022-2023

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2022/12/2022.12.10-article-Commentaire-EDF-entre-crise-et-nostalgie-de-la%cc%82ge-dor.pdf>

Lu

- La Cristallerie d'Arques (Pas-de-Calais) et la verrerie Duralux (Loiret) avaient annoncé placer temporairement une partie de leurs salariés en chômage partiel. Arc France avait vu sa facture gazière passer de 19 millions à 75 millions d'euros, tandis que Duralux, aussi très affectée par la croissance de sa facture énergétique, avait décidé de mettre au chômage partiel 1.600 de ses 4.600 salariés. Ses fours ayant été mis en veille, plus aucun verre ni assiette n'est sorti de ses lignes de production.

Le groupe agroalimentaire Cofigeo commercialisant les célèbres marques de conserves William Saurin et Garbit a décidé d'arrêter de la moitié de ses chaînes de production françaises et de mettre au chômage partiel les deux tiers de ses 1.200 salariés. Cette décision est justifiée par une facture énergétique passée, en un an, de 4 à... 40 millions d'euros, mais aussi par le prix des matières premières et des emballages (constitués de plastiques fabriqués à partir de pétrole). Une hausse stratosphérique impossible à répercuter sur les prix à la consommation ! Même s'il dit « mettre tout en œuvre pour sortir au plus vite de cette situation », le groupe agroalimentaire n'avance aucune hypothèse quant à la reprise de la production.

Les bouchers et les boulangers (deux professions très consommatrices d'électricité : fours, rôtissoires, chambres froides) lancer un cri d'alarme. Étranglés par les prix de l'énergie, nombre d'entre eux seraient sur le point de mettre la clef sous la porte !

Racket aujourd'hui et demain otage du crédit social.

Ceux qui refusent le compteur Linky seront facturés 5 euros par mois dès janvier - lemediaen442.fr 15 décembre 2022

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait fait l'annonce en février dernier. À partir de janvier 2023, les Français qui refusent l'installation d'un compteur Linky seront facturés de 5 euros supplémentaires par mois.

Selon le magazine *Challenges*, « les personnes s'opposant au compteur Linky devraient ainsi être facturées de 61 euros supplémentaires par an, soit environ 5 euros par mois, sauf s'ils font au moins une auto-relève par an. »

Faire un relevé de compteur par an est le prix de la liberté du refus du contrôle par Linky. Ce n'est pas compliqué... pour l'instant.

À partir de 2025, Enedis pourra facturer l'ensemble des coûts « engendrés par la relève des derniers compteurs ancienne génération aux seuls clients générant ces coûts », confirme Enedis auprès de *Challenges*. lemediaen442.fr 15 décembre 2022

Toujours plus répressif, policier, militarisé, inégalitaire, injuste...

LOPMI: la loi sécurité définitivement adoptée : que contient le texte ? - publicsenat.fr 14 décembre 2022

Le Sénat a adopté ce mercredi 14 décembre le compromis trouvé en commission mixte paritaire (CMP) sur la loi de programmation et d'orientation du ministère de l'Intérieur, dite loi « LOPMI ». Le vote final de ce texte, qui prévoit pour les forces de sécurité le déploiement de 15 milliards d'euros sur les cinq prochaines années, n'était qu'une simple formalité au sein de la Chambre haute, qui avait eu la primeur de l'examen parlementaire.

La moitié du budget débloqué par la LOPMI est consacrée à la modernisation des usages numériques au sein des forces de l'ordre, afin de renforcer la lutte contre la cybercriminalité. Les fonds doivent être utilisés pour la création d'une école de formation cyber au sein du ministère de l'Intérieur, la mise en place d'un dispositif d'alerte en cas d'attaque mais aussi le déploiement de

1 500 agents « *cyber-patrouilleurs* », chargés de traquer les escroqueries en ligne, les trafics ou encore les atteintes aux mineurs. En tout, ce sont 8 500 postes de policiers et gendarmes en cinq ans qui vont être créés avec la LOPMI.

Alors que le gouvernement souhaitait élargir le recours à l'amende forfaitaire délictuelle (AFD) pour fluidifier les procédures judiciaires, la CMP l'a limitée à 29 délits. Les AFD permettent aux policiers de délivrer une sanction pécuniaire sur certains délits punis par des peines d'emprisonnement de moins d'un an.

Par ailleurs, les parlementaires ont renforcé les peines contre les violences faites aux élus, les rodéos urbains et le refus d'obtempérer, désormais passible de 3 ans de prison et 30 000 euros d'amende. L'outrage sexiste et sexuel est considéré comme un délit dans certains cas, notamment lorsqu'il vise un mineur. Il est passible de 3 750 euros d'amende.

Surtout, sous la pression du Sénat, le texte intègre plusieurs éléments liés à la réforme de la police judiciaire, qui doit être mise en œuvre par le ministère en début d'année prochaine. Cette réforme place la PJ et l'ensemble des autres services de police sous l'autorité d'un directeur départemental de la police nationale (DDPN), lui-même dépendant du préfet. Face à la grogne des fonctionnaires, redoutant une perte d'efficacité et l'intervention du politique via l'autorité préfectorale, les sénateurs ont obtenu la mise en place de plusieurs garde-fous à l'intérieur du texte LOPMI, initialement décorrélé de cette importante réorganisation administrative.

Un amendement présenté par Marc-Philippe Daubresse, et conservé en CMP, précise le libre choix du service d'enquête par le magistrat. Il s'agit d'une piqure de rappel, dans la mesure où l'article 12 du Code de procédure pénale indique que la police judiciaire exerce ses missions sous l'autorité du procureur de la République, un principe lié à la séparation des pouvoirs. L'amendement du sénateur Daubresse prévoit aussi le maintien de la « *cartographie des services* », afin de préserver le traitement de la grande criminalité. publicsenat.fr 14 décembre 2022

Guerre de l'OTAN contre la Russie

La défense russe confirme l'élimination d'au moins 300 soldats ukrainiens et la destruction d'un entrepôt avec des milliers de roquettes et de projectiles

Moscou, 14 décembre (SANA) Le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a présenté son rapport sur l'avancement de l'opération militaire spéciale sur le territoire de l'Ukraine, annonçant qu'au cours des dernières 24 heures, l'armée russe a neutralisé 100 militaires, détruits : un véhicule blindé de transport de troupes, un véhicule de combat blindé et six camionnettes, en direction de Kupiansk dans la région de Kharkiv et de la République populaire de Lougansk.

Dans la direction Krasno-Limansky, les tirs d'artillerie et les actions actives des troupes russes ont contrecarré les contre-attaques de trois groupes d'assaut des Forces armées ukrainiennes, en direction des colonies de Ploshchanka et Kremennaya de la République populaire de Lougansk.

De plus, dans la zone de la colonie Stelmakhovka de la République populaire de Lougansk, un convoi de réservistes des Forces armées ukrainiennes a été touché par le feu. En outre, cinq groupes ennemis de sabotage et de reconnaissance ont été détruits dans les zones des colonies de Chervonaya Dibrova en République populaire de Lougansk et de Torskoe en République populaire

de Donetsk, et les pertes de l'ennemi se sont élevées à plus de 60 militaires tués et blessés, une infanterie véhicule de combat et deux camionnettes.

De même, jusqu'à 50 soldats ukrainiens ont été neutralisés et un char, trois véhicules blindés et quatre camions ont été détruits en direction de Donetsk.

Les colonnes des Forces armées ukrainiennes dans les zones des colonies de Novoselka et de Prechistovka de la République populaire de Donetsk ont essuyé des tirs, et les pertes de l'armée ukrainienne dans cette direction pour une seule journée se sont élevées à 80 militaires, trois véhicules de combat blindés et quatre véhicules.

De leur côté, les troupes de missiles et d'artillerie ont touché 93 unités d'artillerie ukrainiennes en position de tir et 186 positions de concentration de troupes et de matériel militaire.

Un dépôt de munitions a été détruit dans la colonie de Kramatorsk en République populaire de Donetsk, contenant jusqu'à 2 000 roquettes du système Grad et plus de 3 000 obus d'artillerie de différents calibres.

En outre, un entrepôt de roquettes et d'armes d'artillerie des forces armées ukrainiennes a été détruit près de la ville de Kamianske, dans la région de Zaporozhye.

Dans les zones des colonies de Yampolovka et Kalinin de la République populaire de Donetsk, deux stations radar de contre-batterie AN / TPQ-37 de fabrication américaine ont été détruites.

À leur tour, les systèmes de défense aérienne ont détruit trois drones et intercepté un missile HIMARS.

Depuis le début de l'opération militaire spéciale, les forces russes ont réussi à abattre 343 avions de combat, 183 hélicoptères, 2 658 drones et à détruire 396 systèmes de missiles anti-aériens, 7 099 chars et véhicules de combat blindés, 931 lance-roquettes multiples, 3 685 pièces d'artillerie et mortiers, et 7 599 unités de véhicules militaires spéciaux.